

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fahafahana - Tanindrazana - Fandrosoana

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DE L'INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE**

GOVERNEMENT MALGACHE

BANQUE MONDIALE (*Projet PAIGEP*)

E

.

P

.

M

ENQUETE COMMUNAUTAIRE

RAPPORT PRINCIPAL

Direction des Statistiques des Ménages

Décembre 1998

NOTE DE PRESENTATION

Le présent rapport présente les principaux résultats de l'Enquête Communautaire réalisée dans le cadre de l'Enquête Prioritaire auprès des ménages en 1997/1998. Cette enquête a pour unité d'enquête le fokontany . Elle vise à collecter des renseignements sur la méso-économie malgache, c'est-à-dire des informations sur les infrastructures et services de base et les priorités de développement vues par les communautés de base, afin d'aider les décideurs de tout bord dans le choix des meilleures stratégies de développement pour Madagascar.

La taille de l'échantillon a été de 274 fokontany tirés au hasard. Comme le fokontany est l'entité morale et administrative la plus petite, les renseignements la concernant sont tirés des réponses des interviews de groupes des informateurs principaux de la localité. Par informateurs principaux, on entend toute personne physique qui a vécu assez longtemps dans le village et/ou fokontany et qui connaît bien la vie sociale, économique et culturelle de la localité. Les informateurs principaux sont identifiés suivant la recommandation des autorités administratives, des notables du village ou d'autres personnes. En quelque sorte, il s'agit ici d'une interview de groupe des informateurs clefs. Dans certains cas et pour bien assurer le déroulement des interviews, d'autres informateurs concernés par le thème (exemple: éducation, santé, agriculture) sont enquêtés à part et les bénéficiaires de ces services sont enquêtés séparément des enseignants, des médecins ou des agents de vulgarisation agricole.

La présentation des résultats se fera suivant les thèmes par milieu , par faritany et au niveau national.

Le traitement des données, la présentation et la rédaction de ce rapport ont été réalisés par MM. RAZAFINDRAVONONA Jean et RAJEMISON Harivelo.

Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique

Monsieur RAJAobelina Philippe

PREFACE

L'Enquête Communautaire de 1997 s'attache à collecter à la fois des renseignements sur la disponibilité et la qualité des services publics, ainsi que sur les priorités de développement agricole et régional. Ce type d'enquête répond au souci de disposer d'un système d'informations hiérarchisé et régionalisé.

Les données collectées à travers cette enquête permettent d'orienter les actions de développement et les programmes d'investissement public à Madagascar. Cela réconforte la préparation de la décentralisation effective, car la connaissance des problèmes aide beaucoup à maîtriser la conception des programmes à réaliser.

Le financement de l'enquête a été assuré par le Projet d'Appui Institutionnel à la Gestion Publique, dont le volet confié à l'Institut National de la Statistique vise à renforcer la capacité nationale à gérer des programmes d'enquêtes statistiques. L'Enquête Communautaire, objet de la présente publication, présente les aspects des infrastructures publiques et donne l'opinion des communautés villageoises sur les services qu'elles en tirent. Elle aide donc à la décision et à la perception de politiques de développement idoines.

SOMMAIRE

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1
I.1. Objectifs.....	1
I.2. Unité d'enquête.....	1
I.3. Méthode d'enquête.....	2
I.4. Collecte des données.....	3
I.5. Echantillonnage.....	4
I.6. Traitement des données.....	4
I.7. Résultats attendus.....	4
I.8. accès aux données.....	5
II. EDUCATION	6
II.1. Nombre d'écoles identifiées.....	6
II.2. Nombre d'écoles fonctionnelles.....	7
II.3. Raisons de non scolarisation.....	8
II.4. Importance de la déperdition scolaire.....	9
II.5. Etat général des bâtiments scolaires.....	10
II.6. Nombre d'élèves par enseignants.....	11
II.7. Place de l'enseignement privé dans le système éducatif.....	12
III. SANTE	13
III.1. Répartition des Fokontany selon le nombre de lieux de consultation disponibles.....	13
III.2. Distance aux lieux de consultation (LC).....	14
III.3. Disponibilité des médicaments.....	15
III.4. Effectif du personnel de santé : médecins, infirmiers, sages femmes	16
III.5. Principales raisons de non consultation.....	16
IV. SAISONNALITE ET MOUVEMENT CONJONCTUREL	17
IV.1. Périodes de surcharge de travail.....	18
IV.2. Périodes de ventes et de rentrée de revenu	19
IV.3. Périodes de manque de riz.....	20
IV.4. Périodes de manque d'argent.....	21
V. DISPONIBILITE DES TERRES ET MODE DE CULTURE PRATIQUE	22
V.1. Disponibilité des terres pour les besoins du Fokontany.....	23
V.2. Mode de culture pratiqué.....	24
VI. PRIORITES DE DEVELOPPEMENT	25
VI.1. Actions de développement agricole à entreprendre.....	25
VI.2. Les actions de développement socio-économique prioritaires.....	27

I.- INTRODUCTION

L'Enquête Communautaire (EC-97) est une enquête d'opinion réalisée conjointement avec l'Enquête Prioritaire auprès des Ménages (EPM-97) en 1997. Elle s'adresse à chaque fokontany d'enquêtes qui est l'unité administrative la plus petite à Madagascar.

L'enquête communautaire a été financée conjointement, à l'instar de l'EPM, par le Gouvernement malgache et la Banque Mondiale à travers le Projet d'Appui Institutionnel à la Gestion Publique (Projet PAIGEP)

L'exécution de l'opération sur terrain fait partie de la mission de l'Institut National de la Statistique.

I.1.- Objectifs

L'Enquête Communautaire vise à collecter des renseignements sur la méso-économie malgache, c'est-à-dire des informations sur les infrastructures et services de base et les priorités de développement telles qu'elles sont ressenties par la population:

- a - infrastructures socio-économiques des fokontany (existence des routes, type de route, existence de banque...),
- b - infrastructures scolaire (classe, qualité du bâtiment.....),
- c - infrastructures sanitaires (existence de lieu de consultation, frais de consultation.....),
- d - saisonnalité en matière de rentrée de revenu, de manque d'argent et de manque de riz,
- e - raisons sociales de non scolarisation et de non consultation en cas de maladie,
- f - infrastructures agricoles (disponibilité des terres,...),
- g - actions de développement agricole,
- h - priorités de développement régional.

afin d'aider les décideurs dans le choix des meilleures stratégies d'investissements publics et de développement pour Madagascar.

I.2.- Unité d'enquête

L'Enquête Communautaire qui ressemble à un sondage d'opinion, a pour unité d'enquête le fokontany lequel est non seulement l'unité administrative la plus petite à Madagascar mais aussi une entité morale dans laquelle vivent les ménages enquêtés. Pour pouvoir disposer des renseignements relatifs aux infrastructures de l'unité, on a interviewé ce qu'on appelle les « informateurs principaux » ou « informateurs clefs ». Ces derniers sont des personnes censées connaître la vie sociale, économique et culturelle du fokontany. Ces personnes peuvent être des agriculteurs, des fonctionnaires, des représentants des autorités locales, des clergés ou d'autres catégories de profession.

I.3.- Méthode d'enquête

a)- Le questionnaire

Le questionnaire communautaire comporte 8 sections principales:

Section 0: Informations de description sur le fokontany,

Section 1: Infrastructures physiques, administratives et socio-économiques (écoles, santé...),

Section 2: Enseignement primaire (caractéristiques, raisons de non scolarisation),

Section 3: Santé (Incidence, raisons de non consultation et caractéristiques des lieux de consultations),

Section 4: Saisonnalité dans la vie économique des ménages,

Section 5: Agriculture (disponibilité des terres,),

Section 6: Priorités de développement agricole,

Section 7: Priorité de développement.

b)- Mode d'interviews

L'enquête communautaire a utilisé la méthode de focus group auprès de plusieurs informateurs clefs pour l'obtention des renseignements infrastructurels.

c)- Informations obtenues

Les réponses dans chaque fokontany sont fonctions du nombre des informateurs principaux ayant répondu sur une modalité donnée du questionnaire. Ces informations se rapportent à l'année 1997.

d)- Périodicité de l'enquête

L'enquête devra être menée conjointement avec les enquêtes auprès des ménages afin de répondre aux besoins du système hiérarchisé d'information pour les pays qui ont suivi le programme d'ajustement structurel.

I.4.- Collecte des données

a)- Dates de collecte

Les dates de collectes de données de l'EC sont les mêmes que l'EPM puis que les deux enquêtes on été menées conjointement tant du point de vue temporel que du point de vue spatial : dernier trimestre de 1997.

b)- Organisation de la collecte

L'EC-97 a utilisé un questionnaire très léger pour ne pas perturber le déroulement de l'EPM-97 et sans pour autant négliger les thèmes prioritaires. La conception et l'organisation technique et financière de ce type d'enquête sont réalisées par l'équipe technique et le personnel de la Direction des Statistiques des Ménages (DSM) dirigés par Jean RAZAFINDRAVONONA, Directeur des Statistiques des Ménages. La collecte des données de l'EC-97 a été assurées par des enquêteurs, des contrôleurs et des superviseurs régionaux de l'EPM-97 avec la participation étroite et sous la supervision technique des chefs de services de la DSM :

Madame RANALIZAKA Bodo, Chef du Service des Prix à la Consommation et **MM.** :

RABESON Narisoa, Chef du Service de la Méthodologie et de la Collecte ;

RAJEMISON Harivelo, Chef du Service du Patrimoine et des Conditions de Vie ;

RAKOTOMANANA Faly Hery, Chef du Service de l'Emploi et du Revenu ;

RAZAFIMANANTENA Tiaray, Statisticien-Economiste ;

RAHARISON Julien Tiana, Informaticien ;

RAKOTONIAINA A. Niry, Comptable du projet.

et des 7 chefs de services régionaux de l'Institut National de la Statistique :

Madame RAHARIMANANA. Beby, Chef de Service régional de la Statistique à Antsiranana et

MM. :

RAKOTOVAO François, Chef de Service régional à Antananarivo ;

RANAIVOARIMANANA Honoré, Chef de Service régional à Antsirabe ;

RABEMANANJARA FILS Pierre , Chef de Service régional à Toamasina ;

RANDRIANANTENAINA Paulin, Chef de Service régional à Mahajanga ;

RANDRIANJANAKA. Niaina , Chef de Service régional à Fianarantsoa ;

ZOUZOU Olivier , Chef de Service régional à Toliary.

I.5.- Echantillonnage

a)- Base de sondage

La base de sondage de l'EC a été tirée de l'échantillon-maître de la Direction de la Démographie et de la Statistique Sociale de l'INSTAT.

b)- La taille de l'échantillon

La taille de l'échantillon est de 274 fokontany, dont 123 en milieu urbain et 151 en milieu rural. L'enquête communautaire a une couverture à la fois nationale, régionale et par milieu.

I.6.- Traitement des données

a)- Saisie et contrôle

La saisie des données de l'EC a été faite sur un programme écrit en IMPS et mis au point par les informaticiens de l'EPM. Le programme de saisie est un programme de saisie-contrôle. Ceci étant des anomalies ont pu apparaître dans les données.

Il sied de souligner que dans le rapport sur l'enquête communautaire, certaines variables du questionnaire n'ont pas été analysées car les données correspondantes ne sont pas suffisamment fiables.

b)- Traitement et analyse

Le traitement des données a été fait sur SPSS sous windows.

I.7.- Résultats attendus

Fournir des informations complémentaires sur les infrastructures et les services de bases dans les différentes localités, essentiellement, rurales où vivent les ménages enquêtés. Les résultats seront présentés par faritany.

L'objet du présent rapport est de montrer les intérêts de l'EC qui est un outil important d'aide à la décision permettant aux décideurs, chercheurs et au public de bien connaître la situation des infrastructures et des services de base à Madagascar non seulement en disponibilité mais aussi en qualité et en accès et par conséquent d'orienter les actions futures.

Les analyses avancées telles que l'utilisation des modèles liant les variables de l'EPM et de l'EC, la recherche du montant que les ménages seront prêts à payer pour des services de santé ou d'éducation donnés et d'autres possibilités ne feront pas encore l'objet de ce rapport. Ces pistes seront laissées aux chercheurs suivant des conditions de travail à fixer avec l'INSTAT.

I.8.- Accès aux données

Les données de l'EC sont disponibles à tout utilisateur pour les exploitations particulières. Il est toutefois signalé que la base de données ne peut être ni cédée ni transférée. Les demandes spécifiques seront à adresser à la Direction des Statistiques des Ménages de l'INSTAT: les coûts des travaux feront l'objet d'une facturation. Il sera demandé aux utilisateurs de préciser dans le rapport la source et la portée des résultats et d'adresser une copie de leurs travaux à l'INSTAT si une grande partie des données proviennent de l'EC.

II- EDUCATION

Le rôle de l'éducation est primordial dans le processus de développement d'un pays. Elle requiert des efforts de la part de tous les acteurs de la vie économique et sociale du pays. Pour l'Etat et les différents niveaux de l'administration publique, il s'agit d'organiser par la mise en place des infrastructures, l'affectation des personnels compétents en la matière. A titre indicatif, l'enseignement primaire représente 11,2% du budget de l'Etat en 1997. Quant aux ménages, ils doivent consacrer une partie de leurs ressources à l'éducation de leurs enfants sous forme d'achat de fournitures scolaires ou même de paiement des frais de scolarité.

La présente Enquête Communautaire :

- d'une part, a relevé les infrastructures existantes ainsi que les appréciations des communautés sur leur fonctionnalité,
- d'autre part, rapporte les différentes difficultés des ménages pour l'envoi de leurs enfants à l'école.

La section "Education" de la partie l'Enquête communautaire en 1997 a été effectuée auprès de 1.047 informateurs dans les six *faritany*, et se répartissant ainsi.

Tableau n°1 : Répartition par faritany des informateurs clefs

Faritany	Milieu		Total
	Urbain	Rural	
Antananarivo	170	163	333
Fianarantsoa	36	133	169
Toamasina	43	128	171
Mahajanga	37	96	133
Toliary	30	105	135
Antsiranana	27	79	106
Total	343	704	1 047

Source : Enquête communautaire 1997.

II.1.- Nombre d'écoles identifiées

Une première évaluation des possibilités d'accès des enfants à l'éducation peut être effectuée à partir du nombre d'écoles primaires ayant accueilli ou susceptible d'accueillir les enfants d'âge scolaire du fokontany. Dans l'ensemble, 50% des fokontany ne disposent que d'une seule école. La situation est en défaveur du milieu rural: 56% des fokontany avec une seule école contre 43% en milieu urbain.

Voici la disponibilité des écoles primaires identifiées dans chacune des *fokontany* enquêtées. Les tableaux portent sur 517 établissements en tout, soit 266 en milieu urbain et 251 en milieu rural.

C'est le milieu rural du faritany de Toamasina qui est le plus défavorisé: pratiquement tous les fokontany ne disposent que d'une seule école pour la scolarisation des enfants avec ce que cela entraîne comme difficultés de tout genre pour les enfants.

Tableau n°2 : Répartition en pourcentage des écoles identifiées par milieu et selon les faritany

Unité : en %

Milieu Urbain	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Une école	45	48	46	35	40	35	43
Deux écoles	33	39	34	32	36	35	34
Trois écoles et plus	21	13	20	32	24	30	23
Total	100	100	100	100	100	100	100
Milieu Rural	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Ensemble
Une école	40	60	92	63	62	57	56
Deux écoles	35	31	8	30	31	30	30
Trois écoles et plus	25	9	0	7	7	13	14
Total	100	100	100	100	100	100	100
Ensemble	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Ensemble
Une école	43	56	66	49	52	48	50
Deux écoles	34	34	23	31	33	32	32
Trois écoles et plus	23	10	11	20	15	20	18
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête communautaire 1997.

Il est évident que le nombre d'écoles identifiées ne constitue pas, à lui seul, un indicateur valable dans la mesure où l'on doit tenir compte d'autres paramètres comme la distance par rapport au *fokontany*, le nombre d'enseignants permanents, le nombre et l'état des salles de classe, etc. Néanmoins, dans un premier temps, considérons l'opinion des informateurs sur la capacité effective des écoles identifiées à assumer leur rôle, c'est-à-dire à dispenser un enseignement du niveau primaire.

II.2.- Nombre d'écoles fonctionnelles

L'Enquête Communautaire a permis aussi d'identifier les écoles fonctionnelles au moment de l'enquête. Effectivement, certaines ne sont pas opérationnelles au moment de l'enquête, pour diverses raisons : manque de salles, d'enseignants ou d'élèves, etc. La proportion d'écoles non fonctionnelles parmi toutes celles que l'on a identifiées est plus élevée en milieu rural (5%) qu'en milieu urbain (4%).

Tableau n°3 : Répartition des écoles identifiées selon qu'elles soient fonctionnelles ou non

Unité : en %

Milieu Urbain	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Fonctionnelles	96	96	97	100	88	100	96
Non fonctionnelles	4	4	3	0	12	0	4
Total	100	100	100	100	100	100	100
Milieu Rural	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Ensemble
Fonctionnelles	96	98	96	90	93	93	95
Non fonctionnelles	4	2	4	10	7	7	5
Total	100	100	100	100	100	100	100
Ensemble	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Ensemble
Fonctionnelles	96	97	97	95	91	96	96
Non fonctionnelles	4	3	3	5	9	4	4
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête communautaire 1997.

Ainsi, c'est le *faritany* de Toliary qui comprend la plus forte proportion d'écoles non fonctionnelles, suivi de Mahajanga qui est fortement handicapé en milieu rural.

II.3.- Raisons de non scolarisation

Quels sont les principaux facteurs pouvant amener les enfants à ne pas fréquenter l'école ? Les contraintes amenant à la non scolarisation sont, essentiellement, d'ordre économique. D'abord, en milieu urbain, c'est par faute de moyens pour payer les frais de scolarité ou les fournitures scolaires, malgré une prise de conscience des parents sur la nécessité de donner un niveau d'instruction suffisant aux enfants. En milieu rural, par contre, les enfants constituent, la plupart du temps, une main-d'œuvre non négligeable dans les exploitations familiales ou bien les parents préféreraient que leurs enfants travaillent pour faire rentrer un peu d'argent au ménage.

Ces raisons varient en importance selon le *faritany* et le milieu. Le questionnaire avait proposé les modalités suivantes :

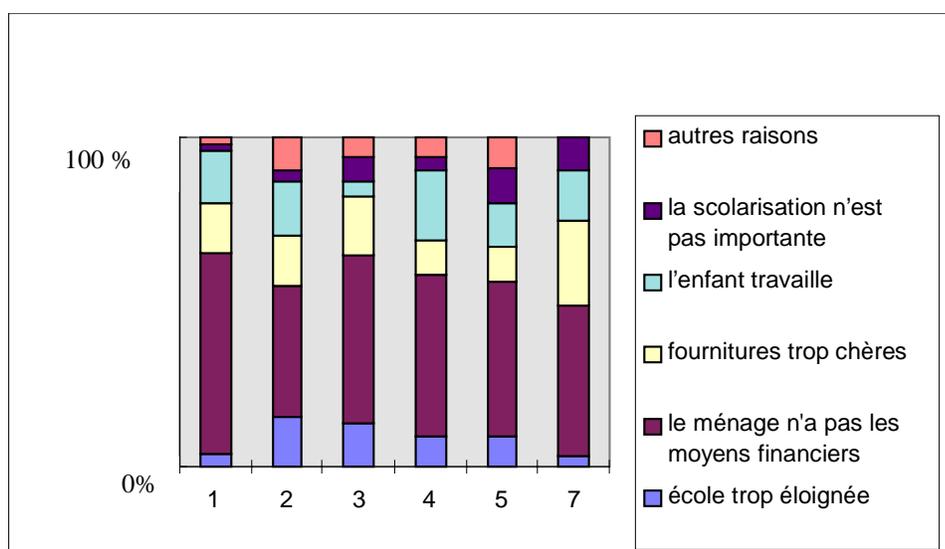
- 1 L'école est trop éloignée
- 2 Le ménage n'a pas les moyens pour payer les frais
- 3 Les fournitures scolaires sont trop chères
- 4 Les parents préfèrent que les enfants travaillent
- 5 Les parents pensent que la scolarisation n'a pas d'importance
- 6 Autres raisons

De manière presque uniforme pour les six *faritany*, la raison majeure de non scolarisation vient des difficultés financières qu'éprouve le ménage : soit que "les ménages n'ont pas les moyens" ou que "les fournitures coûtent cher". Cette raison constituait déjà en 1993 la principale cause de non scolarisation à Madagascar quel que soit le *faritany* enquêté. La deuxième raison évoquée par les informateurs clefs est que les parents préfèrent faire travailler les enfants. Cependant pour Mahajanga si en 1993, "la scolarisation n'a pas d'importance pour réussir" était au même poids que "le désir des parents de faire travailler les enfants", la situation a changé autrement en 1997 puisque les informateurs s'accordent à donner de l'importance à la scolarisation pour réussir dans la vie.

En milieu urbain pour Fianarantsoa et Mahajanga, on relève une part relativement grande des parents qui "veulent que leurs enfants travaillent", respectivement de 20% et 23%, alors qu'elle ne dépasse pas 10% dans les autres villes.

Par contre, et ceci est valable au niveau national, les parents des ménages ruraux ont tendance, plus que les urbains, à retirer leurs enfants de l'école pour les faire travailler. Les proportions les plus élevées sont constatées en milieu rural dans les *faritany* d'Antananarivo et d'Antsiranana, respectivement de 27% et 29%. Ensuite, pour à peu près le quart des ménages ruraux à Fianarantsoa et Toamasina, la première raison pour que les enfants ne soient pas scolarisés est que l'école est trop éloignée.

Graphique n°1 : Raisons de non scolarisation



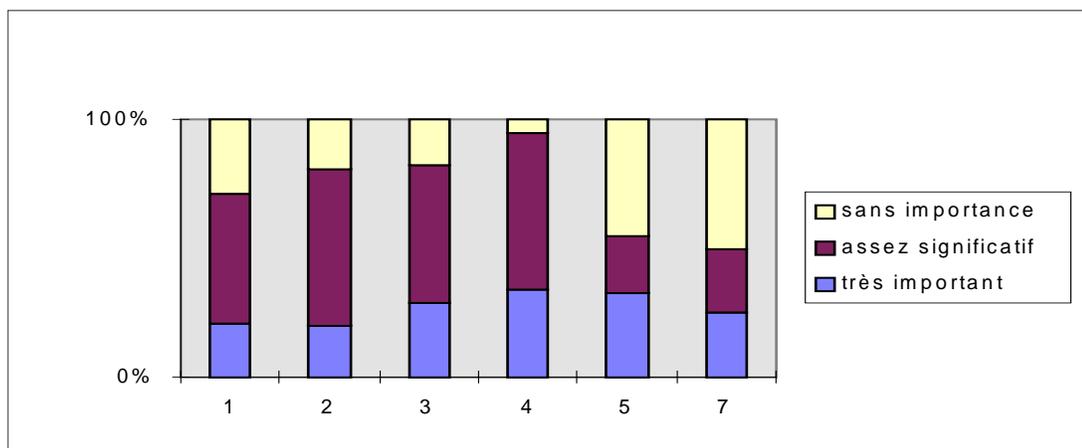
Codes faritany : 1=Antananarivo, 2=Fianarantsoa, 3=Toamasina, 4= Mahajanga, 5=Toliary, 7=Antsiranana
 Source : Enquête communautaire 1997.

II.4.- Importance de la déperdition

L'assiduité d'un enfant à une classe durant une année scolaire est soumise à des aléas. La situation présente un profil identique au phénomène de la non fréquentation scolaire et s'explique, d'une part, par des fluctuations des revenus des ménages tout au long de l'année scolaire et, d'autre part, selon les variations saisonnières, de la charge des travaux dans les zones rurales ou des opportunités d'emploi. On a demandé aux informateurs une évaluation de la déperdition scolaire, c'est-à-dire de la sortie des élèves du système éducatif en cours d'année scolaire: elle est plus marquée en milieu rural qu'en milieu urbain.

Dans les milieux urbains d'Antsiranana et Toliary, la déperdition est jugée "sans importance" à plus de 50%, et plutôt "assez significatif" dans plus de 50% des cas. Le tableau est beaucoup plus sombre en milieu rural, où en moyenne, 35% des informateurs pensent que la déperdition est "très importante". Ce taux dépasse les 50% à Toliary et Mahajanga et un peu moins à Antsiranana et Toamasina.

Graphique n°2 : Importance de la déperdition scolaire

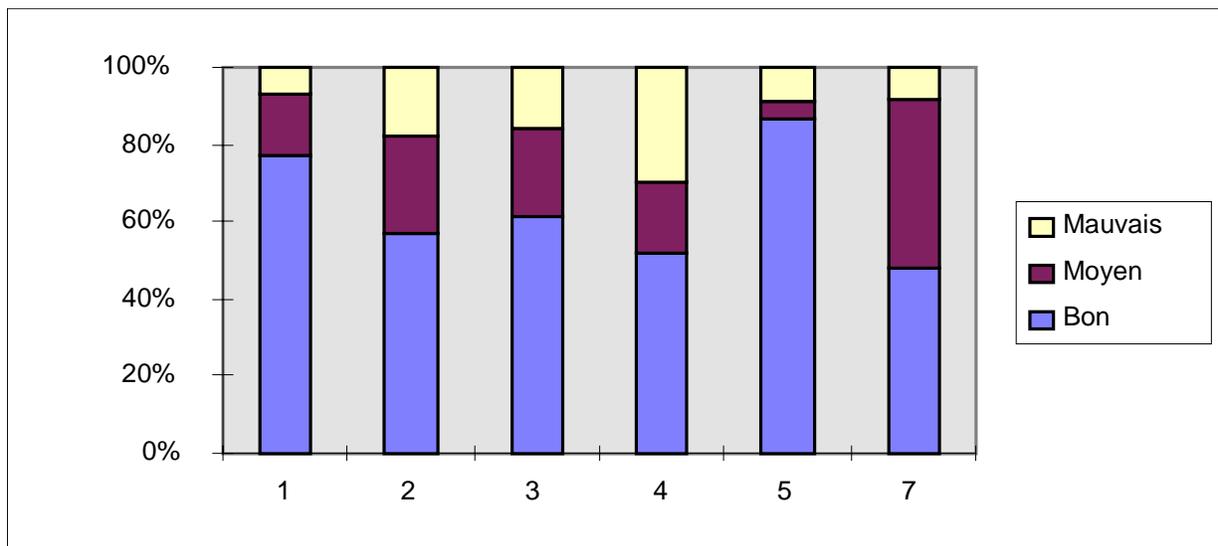


Codes faritany : 1=Antananarivo, 2=Fianarantsoa, 3=Toamasina, 4= Mahajanga, 5=Toliary, 7=Antsiranana
 Source : Enquête communautaire 1997.

II.5.- Etat général des bâtiments scolaires

L'état des bâtiments scolaires est jugé plus satisfaisant en milieu urbain qu'en milieu rural par les différents utilisateurs. Cela peut être dû au fait que les réparations en milieu rural qui sont en grande partie à la charge du Gouvernement et dans une moindre mesure des associations de parents d'élèves qui ne trouvent pas le financement correspondant soit parce que le niveau des actions déconcentrées ou décentralisées est encore faible ou que les parents n'arrivent pas toujours à constituer un budget suffisant pour bien mener les travaux.

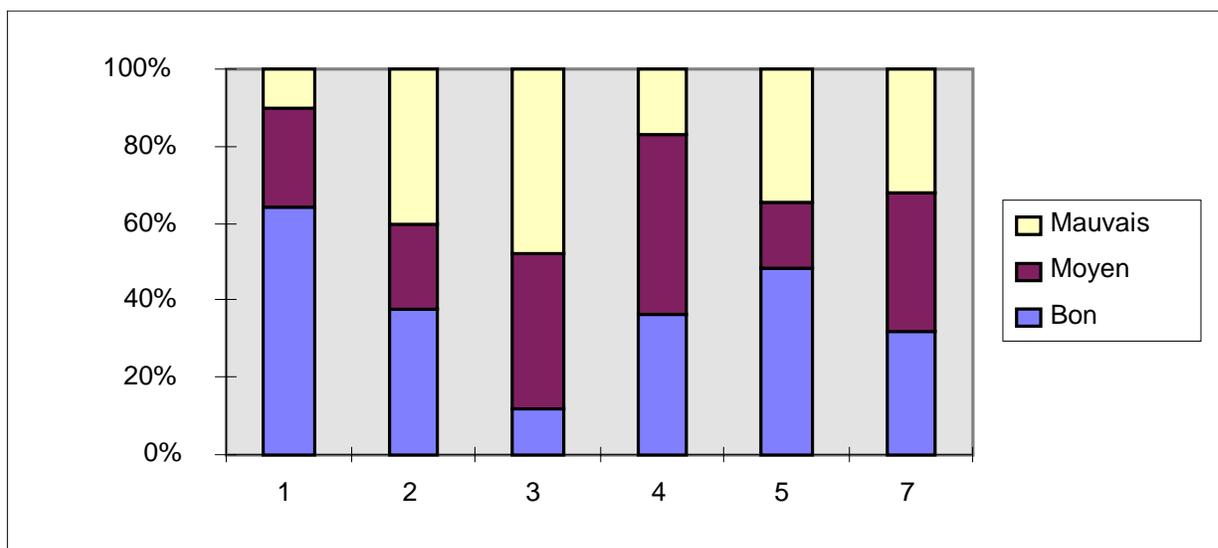
Graphique n°3 : Etat général des bâtiments scolaires en milieu urbain



Codes faritany : 1=Antananarivo, 2=Fianarantsoa, 3=Toamasina, 4= Mahajanga, 5=Toliary, 7=Antsiranana
Source : Enquête communautaire 1997.

Ainsi, en milieu urbain, c'est Mahajanga qui a des infrastructures scolaires les plus délabrées puisque 30% des informateurs les trouvent franchement mauvaises.

Graphique n°4 : Etat général des bâtiments scolaires en milieu rural



Codes faritany : 1=Antananarivo, 2=Fianarantsoa, 3=Toamasina, 4= Mahajanga, 5=Toliary, 7=Antsiranana
Source : Enquête communautaire 1997.

En milieu rural, environ 50 % des informateurs du faritany de Toamasina et de Fianarantsoa jugent la qualité des infrastructures mauvaise.

II.6.- Nombre d'élèves par enseignant

Les conditions qui peuvent influencer sur la qualité de l'enseignement reçu par les élèves peuvent être partiellement appréhendées par le ratio *nombre d'élèves par enseignant*.

Tableau n°4 : Nombre d'élèves par enseignant par faritany et milieu

Nombre d'élèves par enseignant	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Ensemble
Urbain	38	30	46	45	43	49	40
Rural	41	46	81	48	38	65	48

Source : Enquête communautaire 1997.

Les enseignants des écoles primaires rurales ont une charge de travail plus élevée que ceux des zones urbaines, puisque, en moyenne, ils s'occupent de 48 élèves contre 40. La pénurie d'enseignants se fait sentir le plus dans les zones rurales des *faritany* de Toamasina et Antsiranana avec respectivement un enseignant pour 81 élèves et un enseignant pour 65 élèves. Si le ratio est très élevé c'est parce que il n'y a pas suffisamment de salles de classes et d'enseignants. Ces derniers auront donc un programme de travail très chargé et le temps moyen de cours dispensé sera réduit en conséquence. Par ailleurs, la promiscuité engendre certainement l'inattention chez les élèves.

II.7.- Place de l'enseignement privé dans le système éducatif

L'enseignement privé (confessionnel ou non) a un rôle non négligeable à Madagascar puisqu'il favorise non seulement la compétition en qualité entre l'enseignement public et l'enseignement privé mais complète aussi les actions du Gouvernement dans ce domaine, d'autant que le degré de confiance des gens y est élevé. Sur les établissements de niveau primaire identifiés, la moitié en milieu urbain et le quart en milieu rural sont privés.

En milieu urbain, c'est dans le *faritany* d'Antananarivo que la préférence pour ce type d'établissement est la plus élevée, suivis d'Antsiranana et de Toliary

Tableau n°5 : Répartition en pourcentage et par nature des écoles identifiées en milieu urbain

Unité : en %

Urbain	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Public	42%	71%	59%	51%	48%	44%	49%
Privé	58%	29%	41%	49%	52%	56%	51%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Enquête communautaire 1997

En milieu rural, le pouvoir d'achat de la population qui éprouve déjà des difficultés d'ordre financier pour envoyer les enfants à l'école, limite l'extension géographique des établissements privés pour lesquels il faut payer, en plus, les frais d'écologie. Cependant, la proportion des écoles privées identifiées est très significative à Antananarivo (43 %).

Tableau n°6 : Répartition en pourcentage et par nature des écoles identifiées en milieu rural

Rural	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Public	57%	78%	88%	93%	70%	77%	72%
Privé	43%	22%	12%	7%	30%	23%	28%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Enquête communautaire 1997.

III- SANTE

La section "Santé" de l'Enquête Communautaire a été effectuée auprès de 1.023 informateurs dans les six *faritany*, et se répartissant ainsi.

Tableau n°7 : Répartition par faritany et selon les milieux des informateurs enquêtés :

Faritany	Milieu		Total
	Urbain	Rural	
Antananarivo	164	167	331
Fianarantsoa	33	134	167
Toamasina	42	129	171
Mahajanga	36	96	132
Toliary	30	93	123
Antsiranana	20	79	99
Total	325	698	1 023

Source : Enquête communautaire 1997.

III.1.- Répartition des *fokontany* selon le nombre de lieux de consultation disponibles

Le premier indicateur de l'accès aux infrastructures de santé est le nombre de lieux de consultation effectivement utilisés par les gens du *fokontany*. Ainsi, l'on a identifié les lieux de consultation ou de pharmacie. C'est en milieu rural que se trouvent les localités les plus mal nanties et où il n'y a qu'un seul lieu de consultation. En fait, ils constituent les 55% de l'ensemble contre 45% avec deux lieux de consultation ou plus. Cette situation nécessiterait un "redéploiement" plus équitable du personnel et des infrastructures de santé vers ces zones.

Tableau n°8 : Répartition en pourcentage des lieux de consultations par milieu et selon les faritany

Unité : en %

Milieu urbain	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
1	41	55	36	34	38	33	39
2	32	30	32	31	31	33	32
3	27	15	32	34	31	33	29
Milieu rural							
Milieu rural	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Ensemble
1	48	73	60	49	58	52	55
2	32	11	15	28	33	16	24
3	20	16	25	23	8	32	21
Total	100	100	100	100	100	100	100
Ensemble							
Ensemble	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Ensemble
1	43	67	48	42	48	44	47
2	32	18	24	30	32	23	28
3	25	16	29	28	20	33	25
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête communautaire 1997.

Nombre de lieux de consultation :

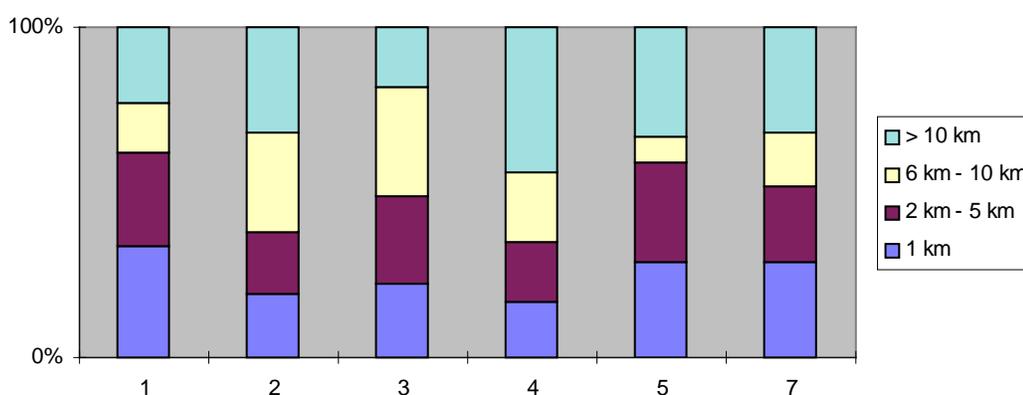
- 1 : un lieu de consultation seulement ;
- 2 : deux lieux de consultation ou plus, sans pharmacie ;
- 3 : deux lieux de consultation ou plus, et une pharmacie.

III.2.- Distance aux lieux de consultation (LC)

La distance aux lieux de consultation est un indicateur permettant d'apprécier les conditions d'accès des habitants du *fokontany* aux infrastructures de santé. Ainsi, de ce point de vue, les zones rurales sont plus défavorisées. Les villes sont relativement bien dotées en infrastructures sanitaires, caractérisées par une plus forte concentration d'hôpitaux et de personnel soignant.

Seulement 24% des lieux de consultations en milieu rural sont distants de moins d'un kilomètre. Pour les 47% suivants, elles varient entre 2 et 10 kilomètres. Pour les 29% restants, les gens doivent parcourir plus de dix kilomètres avant de trouver un lieu de consultation. Ce sont les milieux ruraux des *faritany* d'Antananarivo et de Toamasina qui comptent les moins grandes proportions de *fokontany* (moins de 20% des cas) où la distance est supérieure à 10 kilomètres. Ailleurs, cette proportion dépasse le tiers. Cependant, par rapport en 1993 où la distance d'accès à un centre de santé variait en moyenne de 7 km à 22km d'un *faritany* à un autre, il y a actuellement une amélioration relative de la disponibilité des centres de soins en milieu rural.

Graphique n°5 : Distance aux lieux de consultation en milieu rural



Codes *faritany* : 1=Antananarivo, 2=Fianarantsoa, 3=Toamasina, 4= Mahajanga, 5=Toliary, 7=Antsiranana
Source : Enquête communautaire 1997.

III.3.- Disponibilité des médicaments

En même temps que l'accès aux infrastructures de santé (hôpital et lieu de consultation), l'un des facteurs déterminants de la situation sanitaire dans une localité donnée est la disponibilité des médicaments. A l'image des distances aux lieux de consultation, le milieu rural est très défavorisé ; les centres de soin éprouvent des difficultés à s'approvisionner en médicaments, ce qui rend leurs services moins efficaces. En effet, seulement 38% des *fokontany* disposent de médicaments pendant toute l'année. Une grande majorité, 53%, en disposent rarement et 9% n'en disposent pratiquement jamais avec des situations critiques pour le milieu rural de Toamasina et de Mahajanga.

A titre de comparaison, les tableaux suivants montrent la répartition des *fokontany*, selon la disponibilité des médicaments.

Tableau n°9 : Importance en pourcentage de la disponibilité des médicaments par milieu et selon le faritany

Unité : %

Milieu Urbain	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Toute l'année	73	60	74	47	88	80	71
Rarement	18	30	26	38	12	20	22
Jamais	9	10	0	16	0	0	7
Total	100	100	100	100	100	100	100
Milieu Rural	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	
Toute l'année	52	47	18	33	48	23	38
Rarement	45	47	75	62	43	43	53
Jamais	3	6	8	5	9	33	9
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête communautaire 1997.

III.4.- Effectif du personnel de santé : médecins, infirmiers, sages-femmes

Tableau n°10 : Structure par milieu du personnel

unité : %

MEDECINS	Milieu		Total
	Urbain	Rural	
Aucun	2	42	24
Un médecin	51	45	48
Deux ou plus	47	12	28
Total	100	100	100

INFIRMIERS	Milieu		Total
	Urbain	Rural	
Aucun	36	32	34
Un infirmier	20	45	34
Deux ou plus	43	23	32
Total	100	100	100

SAGES-FEMMES	Milieu		Total
	Urbain	Rural	
Aucune	55	51	53
Une sage-femme	15	36	27
Deux ou plus	30	13	20
Total	100	100	100

Source : Enquête communautaire 1997.

Concernant la répartition des médecins, on voit que 47% des lieux de consultation du milieu urbain (incluant les centres urbains secondaires) disposent de deux médecins ou plus, alors que 42% dans les localités en milieu rural n'en disposent d'aucun. Par contre, la répartition des infirmiers est relativement moins inégalitaire à travers tout le pays. En conséquence, ils tiennent souvent la fonction de médecins dans les zones rurales, malgré le moindre degré de qualification qu'ils possèdent.

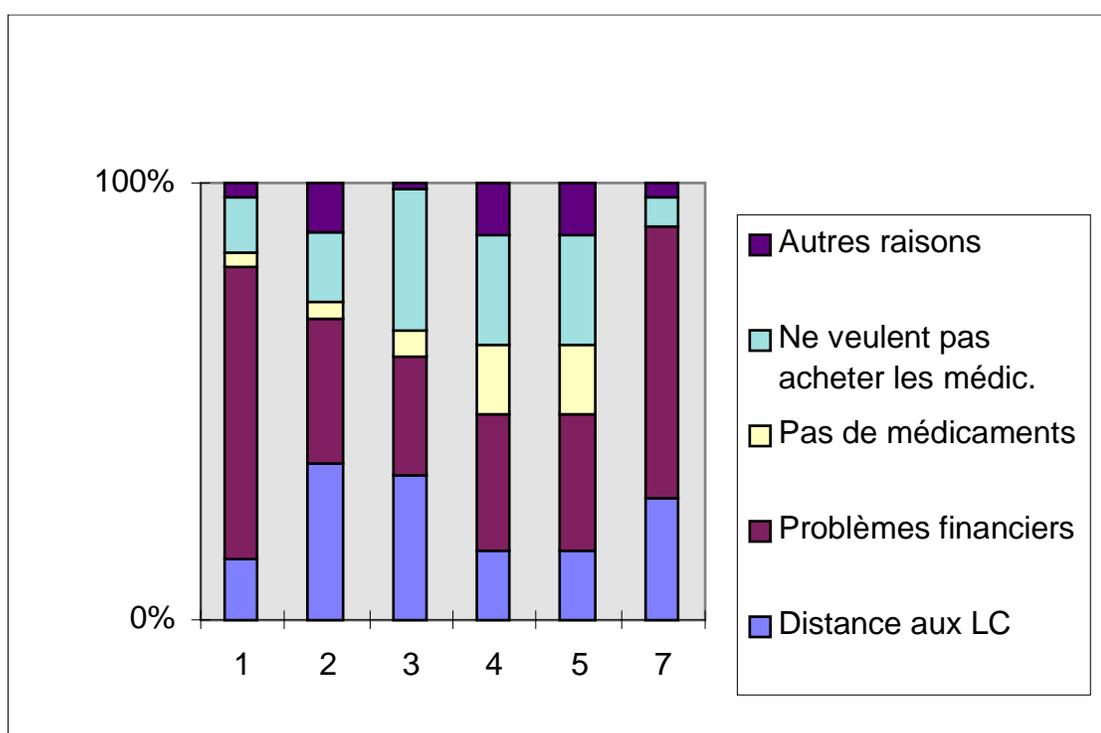
En milieu urbain, si les sages-femmes sont absentes, la fonction sera exercée par les médecins eux-mêmes. Par contre, en milieu rural, où déjà ces derniers ne sont pas nombreux, 51% des lieux de consultation n'ont pas de sages-femmes.

III.5.- Principales raisons de non consultation

Analysons les raisons qui amènent les ménages à ne pas utiliser les lieux de consultation mis à leurs dispositions. Comme dans le cas de la scolarisation des enfants, on peut les classer en deux types : soit une lacune qui se ressent au niveau "communautaire" (éloignement du centre de soin, pénurie de médicaments, ...), soit des difficultés au niveau de chaque ménage.

Les raisons de non consultation d'un centre de soin fluctuent d'un faritany à un autre. A Antananarivo et Antsiranana, les informateurs clés pensent que la non consultation tient de la difficulté financière qu'éprouvent les ménages. Pour le reste des faritany, la difficulté financière des ménages, l'impossibilité conséquente ou le manque de volonté d'acheter des médicaments et l'éloignement des centres de soins constituent à des degrés inégaux les autres raisons fondamentales qui justifient le comportement de non consultation. Par rapport aux résultats de l'enquête communautaire en 1993, la disponibilité des médicaments s'améliore mais les autres problèmes soulevés à l'époque se confirment encore maintenant et empêchent les ménages malgaches de consulter des centres de soin en cas de maladie d'un des membres de la famille.

Graphique n°6 : Principales raisons de non consultation



Codes faritany : 1=Antananarivo, 2=Fianarantsoa, 3=Toamasina, 4= Mahajanga, 5=Toliary, 7=Antsiranana
Source : Enquête communautaire 1997

En milieu urbain, la principale raison de non consultation est due à l'impossibilité financière des gens pour payer les frais médicaux. Ensuite, c'est parce qu'ils ne veulent pas acheter des médicaments à cause de leurs prix, ou parce qu'ils préfèrent utiliser des médicaments traditionnels. En milieu rural, les raisons précédentes restent valables et à cela s'ajoute l'éloignement des centres de soin.

IV- SAISONNALITE ET MOUVEMENT CONJONCTUREL

L'enquête communautaire a permis d'étudier le mouvement conjoncturel des comportements de production et de consommation des ménages malgaches. Elle donne aussi la possibilité de détecter les phénomènes de variation saisonnière au cours d'un cycle annuel de vie à Madagascar et présente l'avantage de fournir des repères aux décideurs dans leurs actions de planification et de développement régional.

La connaissance de la période de surcharge de travail informe les autorités sur les périodes adéquates pour mener des actions de développement communautaire requérant, par exemple, une participation de la communauté sous forme de main d'œuvre.

Les périodes de ventes et de rentrées de revenus indiquent les périodes de croissance relative des activités de production, de l'opportunité de recouvrement des recettes fiscales s'il y a lieu de les procéder durant cette période et de lancement des campagnes de vulgarisation qui exigent le paiement des coûts pour y accéder.

La connaissance des périodes de manque de riz permet aux différentes autorités de se préparer et de se prémunir contre l'insuffisance des offres de riz et d'une éventuelle flambée consécutive des prix aux consommateurs.

Les périodes de manque d'argent traduisent soit un système de production peu efficace, une mauvaise gestion des revenus, une chute des activités, une stagnation de la production ou une aggravation du chômage.

Les renseignements suivants ont été tirés des opinions d'environ 1840 informateurs clefs constitués de 12,5 % de notables, 12 % d'élus, de 48% de fonctionnaires et le reste est composé de commerçants, de clergés, d'artisans et d'agriculteurs.

Les analyses suivantes se réfèrent à l'importance de ces quatre principales variables principales tout au long d'une année donnée à Madagascar et par faritany.

En général, les informateurs par faritany sont les mieux placés pour nous donner des avis sur le cycle conjoncturel annuel dans leurs régions respectives.

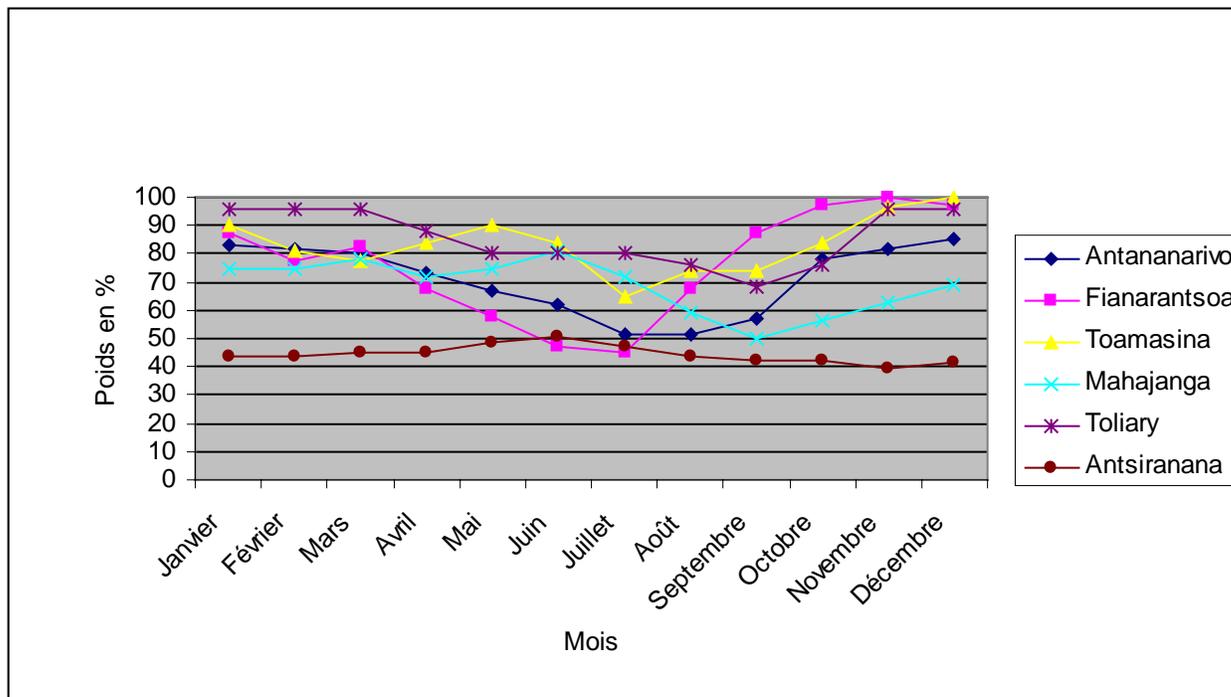
IV.1.- Périodes de surcharge de travail

Parmi les 5 faritany et par ordre d'importance de surcharge de travail au cours des 12 mois de l'année, le faritany de Toliary ne dispose pas de mois de l'année où la surcharge de travail n'est pas importante. La population est toujours submergée par le travail. Cette situation résulte certainement de la situation géographique et des conditions climatiques de la région où la gestion de l'eau par exemple constitue un problème permanent qu'on essaye par tous les moyens de résoudre. A Toamasina, le mois de Juillet est une période de léger recul des activités : 64,5% des informateurs l'ont affirmé contrairement au mois de Décembre auquel tous les informateurs (100%) s'accordent à dire que c'est le mois où la mobilisation de chacun semble être indispensable. Pour Antananarivo et Fianarantsoa, il y a une certaine ressemblance et convergence des opinions des informateurs sur les périodes de surcharge de travail ; elles sont très significatives pour les 4 premiers mois de l'année (Janvier, Février, Mars et Avril) et les trois derniers mois de l'année (Octobre, Novembre et Décembre). Il faut souligner qu'à Fianarantsoa pour le mois de Novembre, tous les informateurs pensent que c'est le mois où la surcharge de travail pèse beaucoup. L'importance de la surcharge de travail est très marquée de Janvier à Juillet. Par rapport aux autres

faritany, il n'y a pas de mois à Antsiranana où le surcharge de travail revêt un poids particulier selon les informateurs. Le travail semble être bien distribué tout au long de l'année.

Le graphique suivant illustre bien ces différentes opinions.

Graphique n°7 : Représentation graphique des opinions en % des informateurs clefs sur l'importance du surcharge de travail mensuellement et par faritany



Source : Enquête Communautaire 1997.

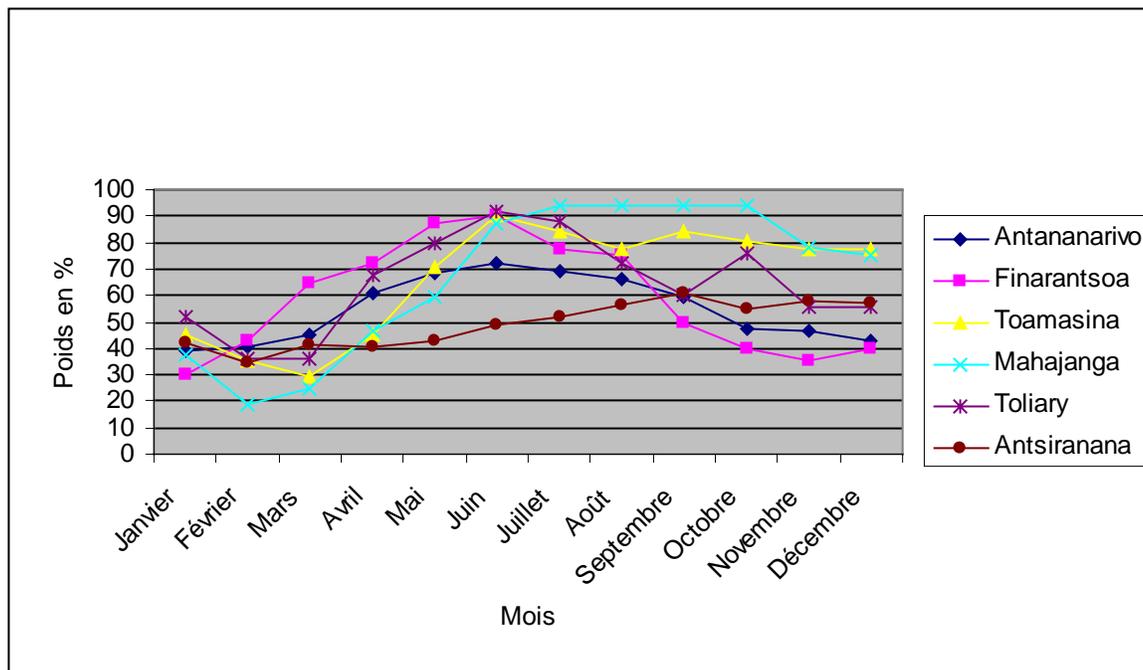
IV.2.- Période de ventes et de rentrée de revenu

Tous les informateurs semblent s'accorder sur le mois de mai comme début de rentrée de revenu. Celle-ci se terminerait au mois d'août pour les régions centrales (Antananarivo et Fianarantsoa) et continuerait jusqu'au mois d'Octobre pour les régions côtières. Les informateurs s'accordent aussi à qualifier les trois premiers mois de l'année comme période la plus défavorable en matière de rentrée d'argent.

Pour les 5 Faritany (Antananarivo, Fianarantsoa, Toamasina, Mahajanga et Toliary), les mois où il y a une vente des produits et de rentrée des revenus sont les mois de Juin et Juillet. En fait, ces périodes correspondent à peu près aux périodes de moisson et de montée de la récolte de riz. La période va jusqu'au mois de Septembre pour Mahajanga. A Antsiranana, ce phénomène n'est observable qu'à partir du mois de Septembre (Cf. au graphe n°-2 ci-dessous). Les périodes difficiles pour les ménages malgaches, quel que soit le faritany, parce qu'il n'y a pas de ventes significatives et de rentrée de revenus sont les trois premiers mois de l'année (Janvier à Mars) et les deux derniers mois (Novembre et Décembre). Il sied de souligner cependant que durant ces périodes, les mangues (Antsiranana, Fianarantsoa et Toliary) et litchi (Toamasina et Fianarantsoa) sont en abondance. La situation semble être grave pour le mois de Février. Ces périodes correspondent en général à la période de pluie à Madagascar et où le risque néfaste lié aux aléas climatiques (cyclone,...) hypothèque toutes les activités des agents économiques. Les ménages malgaches pourrait donc très bien savourer la célébration du jour de l'indépendance de son pays mais passer et célébrer avec quelques difficultés les deux grandes fêtes de fin d'année. La question qu'on se pose est de savoir comment feront-ils pour assurer toute une année si 5/12 de l'année on

n'est pas sûr d'être à même de réaliser des ventes significatives et faire rentrer d'autres sources de revenu.

Graphique n°8 : Représentation graphique des poids de l'importance des périodes de ventes et rentrées de revenus mensuellement et par faritany



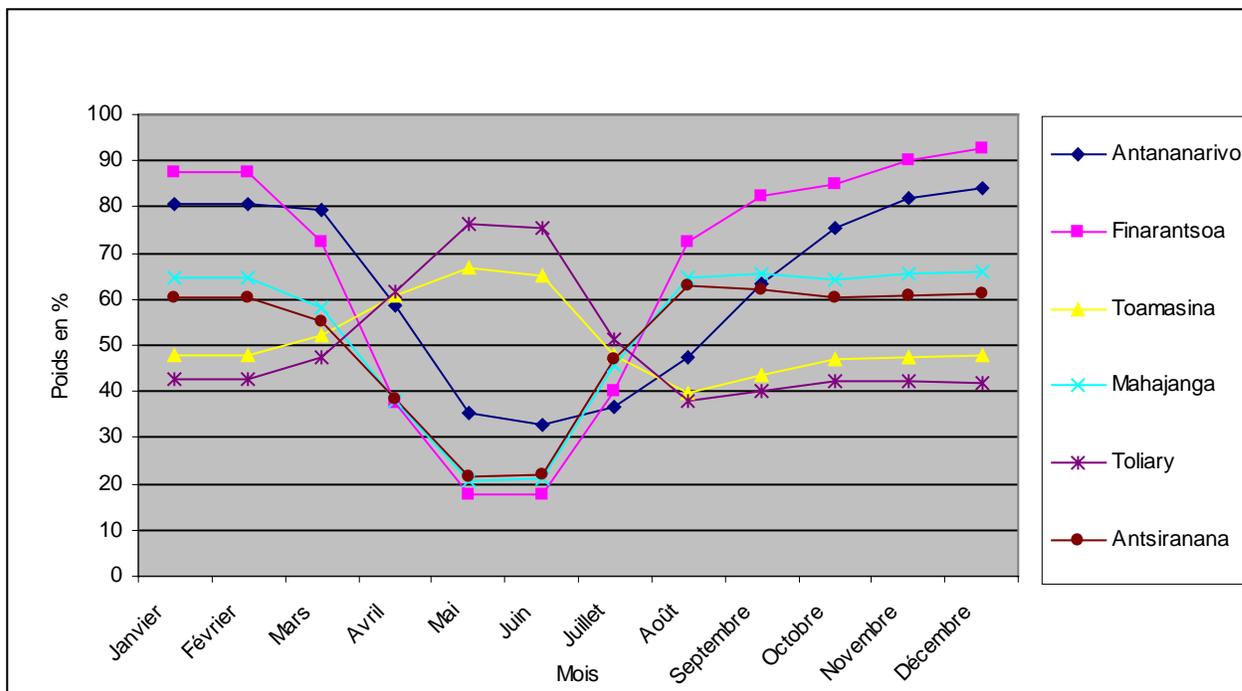
Source : Enquête Communautaire 1997.

IV.3.- Périodes de manque de riz

Deux régions, Toliary et Toamasina se démarquent nettement de toutes les autres régions. Leur manque de riz évolue en sens inverse de ceux de toutes les autres régions : leur période de manque maximum correspond à celle minimum des autres et leur période de manque minimum correspond à celle maximum des autres.

Le degré d'importance des périodes de manque de riz varient d'une région à une autre, néanmoins il existe un point commun entre certaines régions : les mois de Janvier, Février et les trois derniers mois de l'année sont des périodes de soudure pour Antananarivo, Fianarantsoa, Mahajanga et Antsiranana en matière de consommation de riz, soit 5/12 de la période de l'année. Il y a une abondance dans ces régions pendant le mois de Mars, Avril, Mai, Juin et Juillet. Le manque de riz sur le marché se fait sentir durant le mois de Mai, Juin et Juillet à Toamasina et Toliary (soit 4/12 de la période de l'année) et pour le reste de l'année, l'insuffisance de l'offre de riz n'est pas tellement alarmante. L'explication pour Toamasina est qu'en cette période la région exporte vers le reste de l'île l'excédent de production de riz tandis qu'à Toliary l'insuffisance tient aux conditions climatiques et aux caractéristiques du sol. En somme, les périodes de manque de riz ne sont pas les mêmes pour toutes les régions mais la durée de manque pour une année donnée est sensiblement la même pour ces deux groupes de faritany (Cf. graphique n°-3 suivant). La leçon que l'on peut tirer de ces résultats est qu'étant donné l'importance du riz, à degré inégal, dans le panier de consommation des ménages malgaches (autour de 16%), une politique de gestion de l'offre de riz à Madagascar devrait tenir compte de cette différence de cycle de disponibilité de riz par faritany afin de contenir les effets d'une flambée éventuelle des prix du riz.

Graphique n°9 : Représentation graphique des poids de l'importance mensuelle de manque de riz par faritany

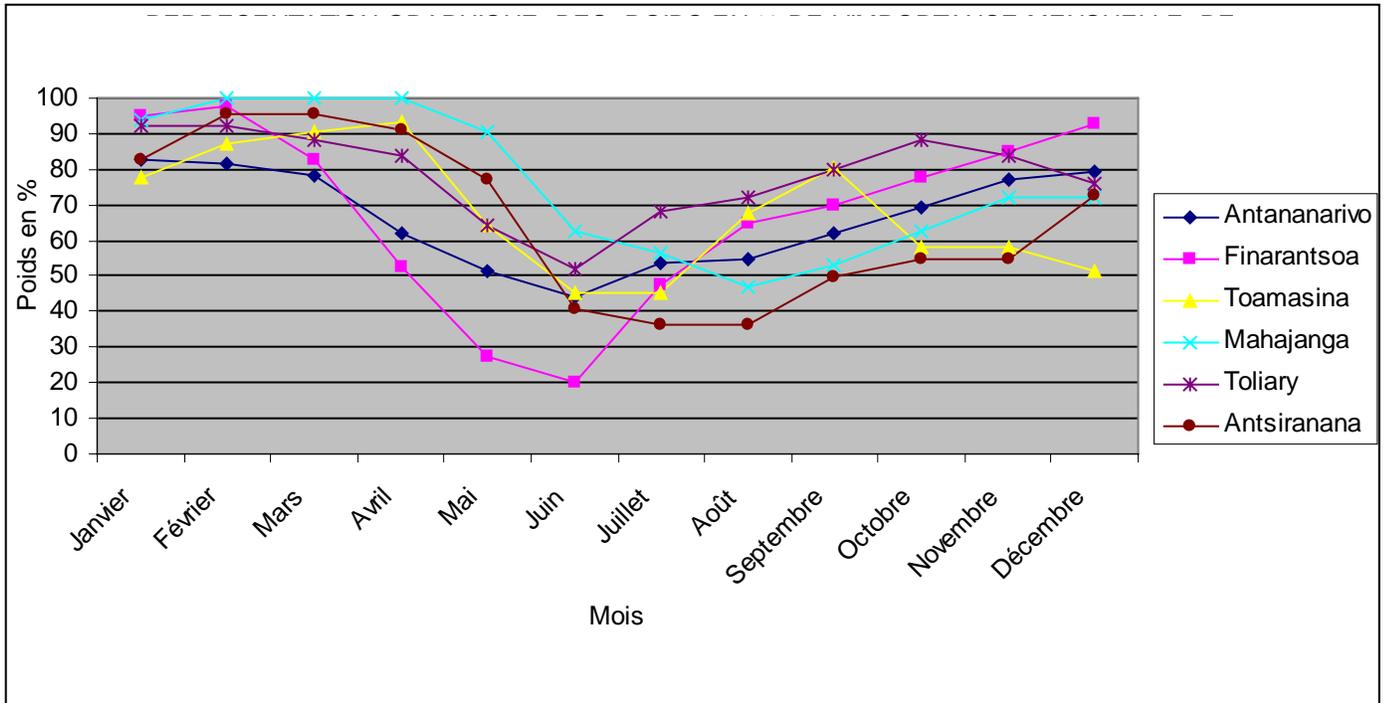


Source : Enquête Communautaire 1997.

IV.4.- Périodes de manque d'argent

Pour l'ensemble de faritany, il y a une certaine convergence relative des opinions des informateurs sur l'importance du problème de manque d'argent. Quelle que soit la région choisie, comme le montre le graphique n°-4 ci-dessous, les informateurs clés enquêtés sont presque unanimes à admettre que la seule période où le manque d'argent ne se fasse pas trop sentir est de début Mai à fin Juillet, soit 3/12 de la période de l'année. Cette conclusion corrobore les résultats précédents relatifs aux périodes de vente et de rentrées de revenus. Le reste (9/12) de la période de l'année constitue par conséquent une période où le manque d'argent semble être toujours critique. Faisant suite à la question précédente, deux cas pourraient se présenter pour les ménages malgaches pour faire face au reste de l'année sans ventes ni de rentrée de revenu très importantes. Le premier est que lors de la période faste (3/12), les ménages arrivent à constituer un niveau de revenu suffisant pour le reste de l'année. L'autre cas de figure est que le revenu généré par des ventes ou d'autres sources n'est pas suffisant et qu'un recours à un emprunt ou à d'autres entr'aides familiales se révèle indispensable pour pouvoir subvenir normalement aux besoins. D'où la nécessité d'une politique de crédit appropriée (à la consommation, au financement des activités informelles,...) pour répondre aux besoins des ménages durant ces (9/12) de l'année et le renforcement et le développement d'un système de transfert traditionnel et moderne.

Graphique n°10 : Représentation graphique des poids de l'importance mensuelle de manque d'argent par faritany



Source : Enquête Communautaire 1997

V- DISPONIBILITE DES TERRES ET MODE DE CULTURE PRATIQUE

Comme Madagascar est un pays agricole (80 % de la population sont des agriculteurs), il importe d'étudier la disponibilité des terres par nature. C'est l'un des objectifs de cette enquête communautaire qui collecte des renseignements sur la disponibilité des terres par nature et le mode de culture pratiqué par les paysans. Les informations sur la disponibilité de terre peuvent répondre à plusieurs objectifs : l'orientation de la politique de migration et de la politique foncière, l'amélioration du système d'information sur l'environnement (disponibilité des forêts), meilleure connaissance de l'utilisation et de l'accès au moyen principal de production qu'est la terre, la connaissance de l'évolution des superficies cultivables et enfin pour une meilleure sécurisation foncière.

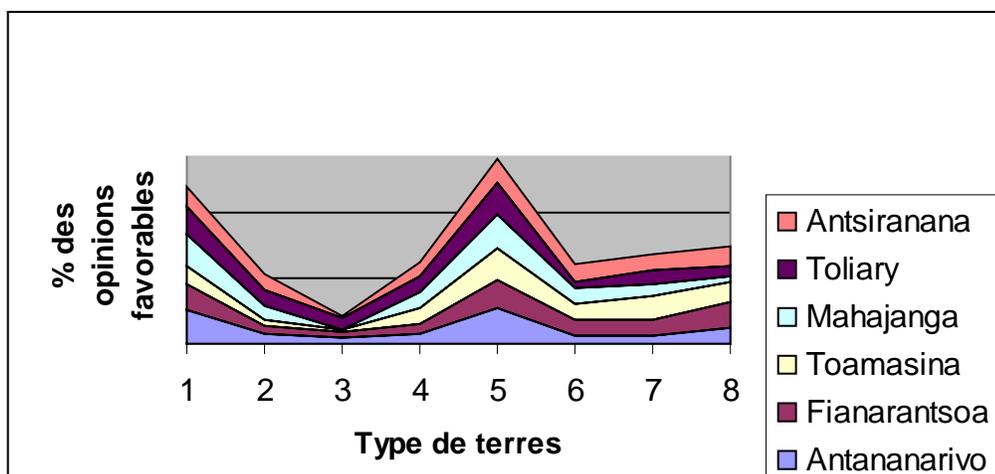
Les données sur le mode de culture pratiqué vont certainement améliorer le système de l'information sur l'environnement, les modes d'assolement cultural des ménages malgaches en prenant en considération l'importance de la différence régionale et pour rendre l'estimation de la production agricole plus proche de la réalité.

V.1.- Disponibilité des terres pour les besoins du fokontany

Pour chaque fokontany d'enquête, on a demandé la disponibilité de 8 type de terres (terres assignées à la culture, terres pour métayage, terres à vendre, terres à louer, terres cultivées, terres en jachère, forêt et flanc de colline) pour les besoins du fokontany, c'est-à-dire, disponibles pour les autres agriculteurs qui veulent étendre leur superficie de production si les autorités procèdent à une politique de redistribution des terres. 54 % des informateurs clefs ont donné des réponses favorables à la disponibilité et 46 % ont pensé que les terres actuelles sont quasiment saturées par l'usage de l'homme. Sur la base des réponses favorables, il apparaît que selon le graphique n°-5 ci-après, les terres assignées à la culture et cultivées sont toujours disponibles pour les besoins du fokontany (codes 1 et 5). Les ménages propriétaires de terres pour vente, pour métayage ou pour location sont peu enclins à accepter à donner leurs terres pour les besoins du fokontany. Ceci est tout à fait compréhensible dans la mesure où la terre constitue non seulement un moyen de production pour eux mais aussi un moyen qui fait rentrer des revenus sans faire de la production directe.

Quant aux perceptions des informateurs clefs sur une éventuelle mise à la disposition des fokontany des forêts pour être, par exemple, un bien public communautaire, les réponses très favorables par ordre de préférence classent les faritany comme suit: Toamasina, Antsiranana, Mahajanga et Fianarantsoa. Les autres faritany sont peu favorable à une telle proposition. Ces résultats sont prévisibles dans la mesure où les deux autres faritany (Antananarivo et Toliary) ne disposent pas suffisamment de forêt et la migration et les actions humaines (productions de charbon de bois et de bois de chauffe, la pratique de culture sur brûlis,...) font que la plupart des forêts deviennent des propriétés pour usage de la population. Il convient de remarquer que parmi les actions de protection de l'environnement figure la gestion communautaire des forêts qui consiste à responsabiliser de façon partagée la population de la communauté sur l'exploitation d'une forêt. Les avis sur ce point diffèrent donc d'une région à une autre d'autant plus que bon nombre de ménages malgaches sont fortement tributaires des forêts dans leurs sources de revenu et dans leurs vies quotidiennes.

Graphique n°11 : Représentation graphique de l'importance de la disponibilité de la terre des opinions et par faritany



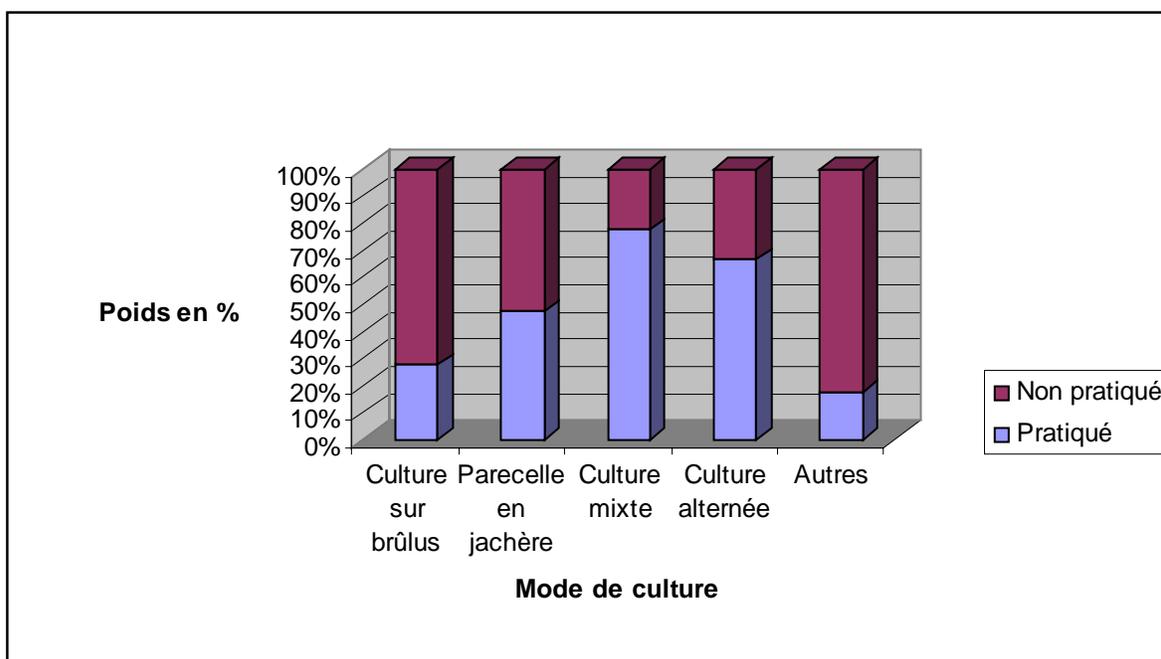
Source : Enquête Communautaire 1997.

Code Type de terres :

- | | | |
|----------------------------------|-------------------------|----------------------|
| 1- Terres assignées à la culture | 2- Terres pour métayage | 3- Terres à vendre |
| 4- Terres à louer | 5- Terres cultivées | 6- Terres en jachère |
| 7- Forêt | 8- Flanc de colline | |

V.2.- Mode de culture pratiqué :

Graphique n°12 : Représentation graphique de l'importance de mode de cultures pratiquées ou non (des opinions qui disent importantes) au niveau national



Source : Enquête Communautaire 1997.

A l'exception de la culture mixte qui est relativement dominante dans les mode de culture à Madagascar comme l'indique le graphique n°-6 ci-dessus, le mode de culture sur brûlis n'est pas pratiqué par tous : la population a tendance à maintenir la pratique de cultures alternées et de la culture mixte. Ce constat est un signe encourageant pour l'environnement. Et la pratique de la parcelle en jachère n'est pas forcément suivie par la majorité des agriculteurs malgaches.

Culture mixte à 80 % et cultures alternées à 70 % sont les modes d'exploitations des terres les plus pratiqués à Madagascar. La mise en jachère de terres pratiquée par 50 % des agriculteurs devrait être encouragée pour remplacer définitivement la culture sur brûlis qui est encore pratiquée par 20 % des agriculteurs.

En procédant au même type d'analyse par faritany, les constatations précédentes restent valables : les agriculteurs malgaches sont habitués généralement aux modes de culture mixte et de cultures alternées. La culture mixte est prépondérante à Toliary en raison peut-être des caractéristiques climatiques de la région alors que la mise en jachère des parcelles y existe rarement

Le mode de culture sur brûlis, quoique de faible importance à Antananarivo et Mahajanga, dispose d'un poids crucial à Toamasina comparativement aux autres faritany.

VI- PRIORITES DE DEVELOPPEMENT

Les informations sur les priorités de développement sont d'une importance capitale à l'heure actuelle de la décentralisation et de la nouvelle Constitution de Madagascar dans la mesure où elles constituent une sorte de balise dans la formulation et dans l'exécution des politiques économiques régionales et sectorielles à venir. Dans un premier temps, on va présenter les poids en termes de pourcentage des réponses accordant une plus grande importance à la nécessité d'entreprendre des actions prioritaires pour le développement agricole. Viennent ensuite les opinions de la communauté sur les actions de développement socio-économique. La lecture des différents tableaux se fera comme suit : si par exemple on prend le faritany d'Antananarivo et le problème de superficie comme le montre le tableau suivant : 77,4 % des 2952 informateurs enquêtés pensent qu'Antananarivo a un problème de limitation de superficie de terres exploitables.

VI.1.- Actions de développement agricole à entreprendre

Tableau n°11 : Répartition du poids de chaque problème par faritany

Unité : en %

Problèmes prioritaires	Faritany					
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana
Superficie de terres très limitée	77,4	80,0	66,7	46,9	33,3	65,2
Prix de vente des produits très bas	74,7	87,5	96,7	65,6	83,3	82,6
Débouché des produits trop loin	55,4	70,0	76,7	65,6	70,8	56,5
Mauvais états des routes	53,0	80,0	90,0	75,0	58,3	69,6
Manque d'engrais	65,1	60,0	30,0	31,3	41,7	43,5
Manque de semence	60,2	80,0	36,7	37,5	79,2	34,8
Manque de bœufs pour labourer la terre	55,4	80,0	73,3	37,5	75,0	56,5
Manque de bœufs pour transport	43,4	60,0	46,7	34,4	70,8	47,8
Manque de charrettes	44,6	52,5	36,7	46,9	75,0	65,2
Maladie des plantes	71,1	77,5	86,7	62,5	87,5	75,0
Maladie des bétails	63,9	87,5	80,0	68,8	100,0	87,0
Sécheresse	53,0	77,5	66,7	46,9	83,3	65,2
Agence de crédit trop éloignée	37,3	52,5	66,7	37,5	62,5	78,3
Taux d'intérêt élevé	47,0	57,5	53,3	40,6	70,8	73,9
Garantie difficile à trouver pour crédit	55,4	55,0	64,5	37,5	70,8	73,9
Vol de culture	79,5	80,0	77,4	62,5	58,3	87,0
Vol de bœufs	43,4	40,0	25,8	65,6	75,0	77,3
Nombre d'informateurs enquêtés	2952	931	865	807	707	646

Source : Enquête Communautaire 1997.

Code Faritany :

1- Antananarivo 2- Fianarantsoa 3- Toamasina
4- Mahajanga 5- Toliary 7- Antsiranana

Antananarivo : Plus de trois quarts des informateurs signalent quatre grands problèmes qui handicapent le développement agricole de la région : le vol de culture, la limitation des superficies à cultiver, le bas prix de vente des produits et la maladie des plantes. Les maladies de bétail et les manques d'engrais et de semence sont avancés en second lieu par les deux tiers des informateurs.

Fianarantsoa : A part le vol de bœuf, cette région semble être frappée de tous les autres difficultés dont les moindres sont les outils de développement comme le manque de charrette (52,5%) et les problèmes de crédit (éloignement des agences, taux d'intérêt élevé, difficulté de garantie) à environ 55%. Aux problèmes de moyens de production, dénoncés à 80%, comme la limitation des superficies à cultiver, le manque de semence et de bœufs pour labourer, aggravés par

les maladies des plantes et du bétail et la sécheresse, s'ajoutent les problèmes de commercialisation : bas prix de vente des produits, éloignement des débouchés, mauvais état des routes.

Toamasina : cette région, de l'avis des informateurs, semble être la région des maximums : ou bien les problèmes sont sans d'importance comme le vol de bœufs à 26%, le manque d'engrais, de semence ou de charrette à une moyenne d'environ 33%, ou bien les problèmes sont très importants comme le bas prix de vente des produits à 97%, le mauvais état des routes à 90% et les maladies des plantes et du bétail à plus de 80%.

Mahajanga : Elle est la région qui semble avoir les moins de problèmes. En effet, à part le mauvais état des routes dénoncé par les trois quart des informateurs, les maladies du bétail, le vol de bœufs et les problèmes de commercialisation (bas prix et éloignement des débouchés) relevés par environ les deux tiers des informateurs, tous les autres problèmes sont mentionnés seulement par environ le tiers des interviewés.

Toliary : c'est la seconde région avec Fianarantsoa qui souffrent de tous les problèmes à part la superficie des terres à cultiver et les engrais qui ne se posent pas. La maladie du bétail fait l'unanimité des informateurs suivie de celle des plantes. Les difficultés d'accès aux différents moyens de production aussi bien les outils comme les semences, les bœufs et les charrettes que l'assistance au crédit (éloignement des agences, taux d'intérêt et garantie) handicapent le développement agricole de la région.

Antsiranana : dans cette région, à part le manque de semence, d'engrais et de bœufs pour le transport, tous les autres maux sont signalés par les informateurs, à commencer par la maladie du bétail et les vols de culture et de bœufs qui sont plus signalés qu'ailleurs. L'accès au crédit est un handicap de même que le bas prix de vente des produits.

Ainsi, si les sensibilités aux différents problèmes qui se posent à l'agriculture varient d'une région à l'autre, on peut cependant noter des points de vue convergents sur certains problèmes: le bas niveau des prix de vente des produits agricoles ainsi que les maladies des plantes et du bétail. Le vol de culture semble aussi être un phénomène généralisé même dans les régions où c'est le vol de bœufs qui était dans la tradition culturelle.

En comparant cette situation à celle de 1993, pour Antananarivo en 4 ans, les actions prioritaires de développement agricole restent quasiment inchangées à l'exception du manque de bœufs pour labourer la terre puisque depuis il y a eu une augmentation de la disponibilité des bœufs pour labourer les terres. Si le niveau bas du prix, l'éloignement des lieux de débouchés et les mauvais états des routes constituent toujours l'éternel problèmes de la région de Fianarantsoa, d'autres problèmes cruciaux s'y ajoutent en 1997 tels que les maladies des plantes et des bétails, l'intensification des vols de culture et le début d'apparition d'une insuffisance de pluviométrie. Dans le faritany de Toamasina, par rapport à l'année 1993, les nouveaux problèmes qui émergent de façon remarquable sont les mauvais états des réseaux routiers, l'éloignement par conséquent des marchés de débouchés et l'insuffisance des bœufs pour labourer les terres. A Mahajanga les mêmes problèmes persistent à la seule différence qu'il y a une certaine amélioration du système de crédit. Quant au faritany de Toliary, les mêmes problèmes qu'en 1993 sont reconduits mais avec une acuité très particulière requérant une plus grande attention (maladies des plantes et des bétails, la sécheresse,...). Mauvais systèmes de crédit et intensification des vols (de culture et de bœufs) sont les autres problèmes complémentaires qui préoccupent la population de la région comparée aux actions de développement en 1993.

VI.2.- Les actions de développement socio-économique prioritaires

Les informations sur les actions de développement socio-économiques sont axés essentiellement sur cinq points : la question des routes (construction et entretien), l'adduction d'eau (construction et entretien), l'installation de l'électricité, l'éducation (construction, aménagement, disponibilité des enseignants et des fournitures scolaires), la santé (construction, aménagement, disponibilité du personnel médical et des fournitures des médicaments). Dans ce qui suit, une action ou un groupe d'actions sont considérés prioritaires si elles représentent des pourcentages prépondérants des réponses favorables dans la région considérée. En principe les actions prioritaires sont fixés en fonction non seulement des desiderata de la population mais aussi en fonction des potentialités économiques existantes et à réaliser.

Antananarivo : Par ordre d'importance et de priorité, l'amélioration de l'entretien des routes, l'amélioration du circuit d'approvisionnement en médicaments, la construction ou l'aménagement des centres de santé et des écoles, sont les actions de développement socio-économique prioritaires. Au moins 80% des informateurs enquêtés le pensent.

Fianarantsoa : Les informateurs (au moins 87 %) pensent que les actions de développement prioritaires à entreprendre dans cette région sont l'amélioration du réseau routier, la construction ou l'aménagement des centres de soins et des écoles .

Toamasina : Augmenter le nombre de services médicaux et l'effectif du personnel médical, construire ou aménager des centres de santé et des écoles et améliorer les réseaux de distribution d'eau et les réseaux routiers ; tels sont les différents types d'actions prioritaires indispensables pour assurer un bon développement de cette région. Au moins 80 % des répondants se prononcent en faveur de ces priorités d'actions de développement.

Mahajanga : Parmi les types d'actions prioritaires de développement dans cette région, figurent par ordre d'importance les investissements d'infrastructure (entretien, extension et construction) en éducation, en santé, en adduction d'eau et en route, sans oublier bien entendu la nécessité de renforcer l'effectif du personnel de ces deux secteurs sociaux. A l'instar des autres faritany, au moins 80 % des opinions des enquêtés placent ces actions du type prioritaire.

Toliary : Dans cette région du sud de Madagascar, le problème de l'insuffisance de la distribution d'eau persiste encore mais tous les informateurs clefs déclarent à l'unanimité, l'urgence de l'amélioration de l'approvisionnement en médicament (100% des réponses le recommandent). Les actions pour renforcer le personnel enseignant se trouve au second rang des actions de priorités. Les investissements d'entretien ou nouveaux en éducation et en santé sont relégués en troisième position et les dernières actions prioritaires concernent les investissements en infrastructure routière (nouvelle construction, entretien et réparation et réponse à des demandes ponctuelles). (Les intervalles de réponses vont de 93,5% à 80,6%).

Antsiranana : Construire une route praticable pendant toute l'année est la première action de développement qu'il faudra exécuter (96,3%). Au même rang figurent la construction ou l'entretien et les réparations des routes et des écoles et les actions permettant d'assurer une plus grande disponibilité des fournitures scolaires (toutes ont un poids commun de 88,9%). Le dernier groupe d'actions est constitué par les investissements en santé, le renforcement de l'effectif du personnel enseignant et les nouvelles installations de réseau de distribution d'eau.

Tableau n°12 : Répartition des poids des actions prioritaires par faritany

Unité : en %

Actions de développement	Faritany					
	1	2	3	4	5	7
Construire une route praticable pendant toute l'année	73,7	75,0	77,5	90,6	51,6	66,7
Construire ou réparer d'autres facilités de transports	65,7	80,0	72,5	81,3	41,9	66,7
Améliorer l'entretien des routes	86,9	90,0	87,5	87,5	77,4	81,5
Installer un réseau de distribution d'eau	73,7	65,0	90,0	84,4	67,7	74,1
Améliorer le réseau de distribution d'eau	77,8	67,5	75,0	71,9	80,6	59,3
Installer l'électricité	69,7	52,5	77,5	68,8	61,3	66,7
Construire ou aménager le bâtiment de l'école	83,8	92,5	90,0	87,5	64,5	88,9
Assurer la disponibilité des fournitures scolaires	82,8	92,5	90,0	81,3	90,3	96,3
Augmenter l'effectif du corps enseignant	71,7	85,0	92,5	90,6	80,6	88,9
Construire ou aménager le centre de santé	84,8	77,5	95,0	93,8	93,5	85,2
Améliorer l'approvisionnement en médicaments	84,8	92,5	95,0	93,8	100,0	88,9
Augmenter le nombre de services médicaux disponibles	75,8	87,5	92,5	90,6	83,3	81,5
Augmenter l'effectif du personnel médical	74,7	97,5	82,5	84,4	89,7	77,8

*Source : Enquête Communautaire 1997.***Code Faritany :**

1- Antananarivo 2- Fianarantsoa 3- Toamasina
 4- Mahajanga 5- Toliary 7- Antsiranana

En bref, les actions prioritaires de développement tournent autour de cinq secteurs principaux : la santé, l'éducation, l'électricité, l'eau et la route. Les données du tableau ci-dessous qui donnent la répartition en pourcentage du poids de chaque secteur en terme de priorité par faritany montre qu'il existe des actions prioritaires communes pour l'ensemble des faritany de Madagascar : ce sont les secteurs de la santé et de l'éducation (construction et aménagement des bâtiments, renforcement de l'effectif du personnel, amélioration de la disponibilité des fournitures scolaires et des services médicaux).

Tableau n°13 : Répartition selon les faritany de l'importance des actions sectorielles à entreprendre

Unité: en %

	Faritany					
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana
Route	75,4	81,7	79,2	86,5	57,0	71,6
Eau	75,6	75,5	80,5	83,1	63,9	69,6
Electricité	69,7	52,5	77,5	68,8	61,3	66,7
Education	79,5	90,0	90,8	86,5	78,5	91,4
Santé	78,5	92,5	90,0	89,6	91,1	82,7

Source : Enquête Communautaire 1997.

La santé et l'éducation demeurent les premières préoccupations des malgaches comme déjà signalées en 1993. En matière d'investissement routier, les faritany de Mahajanga et de Fianarantsoa réclament recevoir les actions de construction et d'entretien des routes (respectivement 86,5% et 81,7% des avis). La question de l'amélioration et de l'extension des réseaux de l'eau et de l'électricité est une première préoccupation de Mahajanga et de Toamasina. Si en 1993 les informateurs clefs n'avaient pas accordé d'importance particulière à l'électrification dans le faritany de Toamasina, la récente enquête communautaire place aussi l'amélioration du réseau d'électrification comme action prioritaire à entreprendre.

TABLE DES MATIERES

I.- INTRODUCTION	0
I.1.- Objectifs.....	4
I.2.- Unité d'enquête.....	4
I.3.- Méthode d'enquête	4
a)- Le questionnaire	4
b)- Mode d'interviews.....	5
c)- Informations obtenues	5
d)- Périodicité de l'enquête	5
I.4.- Collecte des données	5
a)- Dates de collecte.....	5
b)- Organisation de la collecte	5
I.5.- Echantillonnage	6
a)- Base de sondage	6
b)- La taille de l'échantillon.....	6
I.6.- Traitement des données	6
a)- Saisie et contrôle.....	6
b)- Traitement et analyse	6
I.7.- Résultats attendus	6
I.8.- Accès aux données.....	7
II- EDUCATION	8
II.1.- Nombre d'écoles identifiées.....	8
II.2.- Nombre d'écoles fonctionnelles.....	9
II.3.- Raisons de non scolarisation	10
II.4.- Importance de la déperdition.....	11
II.5.- Etat général des bâtiments scolaires.....	12
II.6.- Nombre d'élèves par enseignant	13
II.7.- Place de l'enseignement privé dans le système éducatif.....	13
III- SANTE	14
III.1.- Répartition des <i>fokontany</i> selon le nombre de lieux de consultation disponibles.....	14
III.2.- Distance aux lieux de consultation (LC).....	15
III.3.- Disponibilité des médicaments	15
III.4.- Effectif du personnel de santé : médecins, infirmiers, sages-femmes	16
III.5.- Principales raisons de non consultation	17
IV- SAISONNALITE ET MOUVEMENT CONJONCTUREL	18
IV.1.- Périodes de surcharge de travail	18
IV.2.- Période de ventes et de rentrée de revenu.....	19
IV.3.- Périodes de manque de riz	20
IV.4.- Périodes de manque d'argent.....	21
V- DISPONIBILITE DES TERRES ET MODE DE CULTURE PRATIQUE	23
V.1.- Disponibilité des terres pour les besoins du fokontany.....	23
V.2.- Mode de culture pratiqué :	24
VI- PRIORITES DE DEVELOPPEMENT	26
VI.1.- Actions de développement agricole à entreprendre.....	26
VI.2.- Les actions de développement socio-économique prioritaires	28

LISTE DES TABLEAUX DE L'ENQUETE COMMUNAUTAIRE

I- INTRODUCTION

II- EDUCATION

Tableau n°1 : Répartition par faritany des informateurs clefs	8
Tableau n°2 : Répartition en pourcentage des écoles identifiées par milieu et selon les faritany.....	9
Tableau n°3 : Répartition des écoles identifiées selon qu'elles soient fonctionnelles ou non	9
Tableau n°4 : Nombre d'élèves par enseignant par faritany et milieu.....	13
Tableau n°5 : Répartition en pourcentage et par nature des écoles identifiées en milieu urbain.....	13
Tableau n°6 : Répartition en pourcentage et par nature des écoles identifiées en milieu rural.....	13

III- SANTE

Tableau n°7 : Répartition par faritany et selon les milieux des informateurs enquêtés :.....	14
Tableau n°8 : Répartition en pourcentage des lieux de consultations par milieu et selon les faritany	14
Tableau n°9 : Importance en pourcentage de la disponibilité des médicaments par milieu et selon le faritany	16
Tableau n°10 : Structure par milieu du personnel	16

IV- SAISONNALITE ET MOUVEMENT CONJONCTUREL

V- DISPONIBILITE DES TERRES ET MODE DE CULTURE PRATIQUE

VI- PRIORITES DE DEVELOPPEMENT

Tableau n°11 : Répartition du poids de chaque problème par faritany.....	26
Tableau n°12 : Répartition des poids des actions prioritaires par faritany	29
Tableau n°13 : Répartition selon les faritany de l'importance des actions sectorielles à entreprendre	29

LISTE DES GRAPHIQUES DE L'ENQUETE COMMUNAUTAIRE

I.- INTRODUCTION

II- EDUCATION

Graphique n°1 : Raisons de non scolarisation.....	11
Graphique n°2 : Importance de la déperdition scolaire.....	11
Graphique n°3 : Etat général des bâtiments scolaires en milieu urbain.....	12
Graphique n°4 : Etat général des bâtiments scolaires en milieu rural.....	12

III- SANTE

Graphique n°5 : Distance aux lieux de consultation en milieu rural.....	15
Graphique n°6 : Principales raisons de non consultation.....	17

IV- SAISONNALITE ET MOUVEMENT CONJONCTUREL

Graphique n°7 : Représentation graphique des opinions en % des informateurs clefs sur l'importance du surcharge de travail mensuellement et par faritany.....	19
Graphique n°8 : Représentation graphique des poids de l'importance des périodes de ventes et rentrées de revenus mensuellement et par faritany.....	20
Graphique n°9 : Représentation graphique des poids de l'importance mensuelle de manque de riz par faritany.....	21
Graphique n°10 : Représentation graphique des poids de l'importance mensuelle de manque d'argent par faritany.....	22

V- DISPONIBILITE DES TERRES ET MODE DE CULTURE PRATIQUE

Graphique n°11 : Représentation graphique de l'importance de la disponibilité de la terre des opinions et par faritany.....	24
Graphique n°12 : Représentation graphique de l'importance de mode de cultures pratiquées ou non (des opinions qui disent importantes) au niveau national.....	24

VI- PRIORITES DE DEVELOPPEMENT

